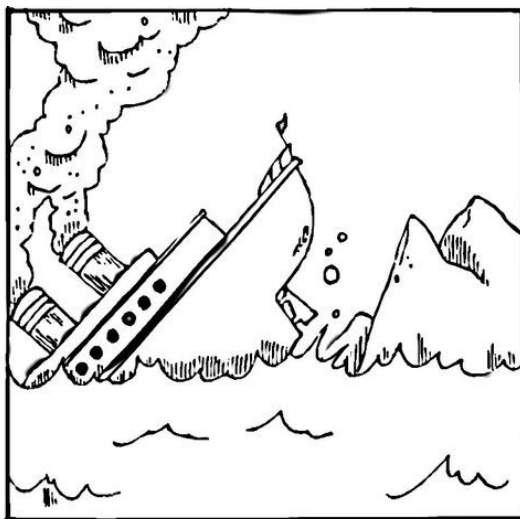


Dijon le 29/03/2024,

UEMO CHALON S/S : Le bateau coule en silence....

...Nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas...



LE SNPES tient particulièrement à s'associer au **courrier d'équipe de l'UEMO de CHALON S/S** pour appeler à l'aide avant l'immersion totale du bateau.

Le bateau s'est percé depuis plus d'un an sans que personne n'en prenne réellement la mesure... Depuis les fuites se multiplient, **les colmatages ne peuvent empêcher le naufrage imminent.**

Simple à comprendre, la situation RH s'est dégradée depuis un an. Pourtant, ceux qui tiennent encore veulent encore y croire en continuant d'accueillir tous les usagers sans délai et en proposant des actions de prévention et des projets de qualité.

Un contexte RH catastrophique, une arrivée massive de MIJE Civile (suite à l'arrêt d'un Juge des Enfants), l'administration propose quoi ? **De fonctionner « en mode dégradé » !!!**

L'État peut-il décemment donner de telle intrusion sachant la détresse du public accueilli ??? Peut-on se permettre de faire « à la va-vite » des évaluations alors que des trajectoires de vies d'enfants, de famille sont en jeu ? **Quelle considération notre Administration a-t-elle pour notre public ?**



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Le courrier d'équipe très explicite témoigne d'une détresse qui nous inquiète.



- 458 jours d'arrêt sur 2023 soit presque l'équivalent de 2 ETP !

- 157 jours d'arrêt de travail depuis le 1^{er} janvier 2024 !

La goutte de trop !!!?

La DT a réagi dernièrement en voulant **sauver un autre bateau: le CEF de CHATILLON SUR SEINE !!!** Un professionnel de l'UEMO de CHALON part début avril pour un missionnement de RUE sans que notre Administration ne prévoit son remplacement ! Comment l'équipe de l'UEMO de CHALON peut-elle le vivre ?



SAUVONS-LES ???? Euh...le CEF d'abord !

Les professionnels ne peuvent pas l'accepter ! Le CEF prévoit l'accueil de 6 jeunes maximum à sa réouverture alors les UEMO accompagnent plus de 200 jeunes... **Le calcul est fait, mais le CEF doit rouvrir coûte que coûte... au détriment des autres services.**

Sans intervention urgente de notre Administration, nous risquons de regarder ce bateau coulé avec les jeunes et les familles à bord...



Nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas...